



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale du Bas-Rhin

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du - 6 DEC. 2024

**relatif à la prolongation de l'autorisation d'exploitation d'une carrière
et au remblaiement partiel de la carrière par des matériaux extérieurs inertes
à Rosheim et Griesheim-près-Molsheim
par la société REMEX**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles R. 181-45, 46 et 49 ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc..., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU le schéma départemental des carrières du Bas-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 30 octobre 2012 ;
- VU l'arrêté préfectoral modifié du 08 mars 2001 autorisant la société Conteneurs Environnement Services à exploiter une carrière de sable sur les territoires des communes de ROSHEIM et GRIESHEIM-près-MOLSHEIM ;
- VU l'arrêté préfectoral du 16 avril 2007 autorisant la société REMEX à exploiter en lieu et place de la société Conteneurs Environnement Services, une carrière sur les communes de ROSHEIM et GRIESHEIM-près-MOLSHEIM ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2009 ;
- VU le porter à connaissance transmis le 19 mars 2023 par la société REMEX, et les compléments transmis par courrier le 18 mars 2024 ;
- VU le rapport du 7 novembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la société REMEX a porté à la connaissance du préfet une demande de prolongation de l'exploitation avec modification des installations de traitements des matériaux extraits, sans modification des puissances ou des procédés de traitement ;

CONSIDÉRANT que les modifications portées par cette demande sont considérées notables mais non substantielles au regard des critères définis à l'article R. 141-46-I ;

CONSIDÉRANT que les modifications ne relèvent pas d'une autorisation environnementale, mais des dispositions de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant sollicite la prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière pour une durée de deux ans, sans modification des conditions d'extraction ;

CONSIDÉRANT que les modifications des installations de traitements des matériaux extraits et la prolongation de deux ans demandée ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ; qu'en conséquence, les modifications présentées sont notables, mais non substantielles au sens du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification des conditions de remise en état de la partie sud du site fait évoluer la morphologie du paysage une fois la remise en état accomplie, sans changer l'usage futur envisagé de la partie sud du site ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification prévoit la valorisation de déchets minéraux inertes en remblaiement d'une partie de la fosse de la carrière pour un volume de 193 500 m³ ;

CONSIDÉRANT que l'accueil de déchets minéraux inertes ne constitue pas un inconvénient substantiel aux intérêts du L.181-3 dans le cadre du remblaiement d'une carrière à sec ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant prévoit dans son projet les procédures d'admission et de stockages conformes à l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes soumises à la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la modification sollicitée n'est pas substantielle au regard des critères fixés au R.181-46-I du code de l'environnement et ne relève pas d'une autorisation environnementale, mais des dispositions de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement et en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'actualiser les prescriptions applicables à l'exploitation des installations du site afin de prendre en compte les modifications précitées ;

CONSIDÉRANT l'absence de nouveaux inconvénients substantiels aux intérêts visés à l'article L.181-3 ;

CONSIDÉRANT que les inconvénients actuels ont été soumis à enquête publique préalable à la délivrance de l'autorisation par arrêté préfectoral du 08 mars 2001 susvisé ;

CONSIDÉRANT que le cumul des nouveaux inconvénients notables aux intérêts de l'environnement ne justifient pas la consultation du public ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : OBJET

La société REMEX, ci-après dénommée «l'exploitant», dont le siège social est situé R.D. 604, lieu dit Kiesgrube à Rosheim 67560, se conforme aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées à Rosheim et Griesheim-près-Molsheim.

Article 2 : MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

Article 2.1 : DURÉE DE L'EXPLOITATION

Les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« L'autorisation est accordée jusqu'au 19 juillet 2028. »

Article 2.2 : REMBLAYAGE

Les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 15.2 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le remblayage de la partie sud de la carrière avec des matériaux autres que ceux existants naturellement sur le site, est autorisé sous le strict respect des conditions suivantes

- les matériaux et déchets minéraux inertes admis en remblais sont exclusivement parmi :

Code déchets	Libellés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses
20 02 02	Terres et pierres

- L'acceptation, la vérification et la traçabilité des matériaux admis en remblaiement est assurée selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

- Les matériaux réceptionnés seront déversés sur une aire étanche et contrôlés visuellement, puis ils seront poussés dans la fouille avec un chargeur sur chenilles. Le chargeur avancera sur les parties remblayées pour atteindre les nouvelles surfaces à réaménager.

- Ce remblayage ne devra pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

- L'exploitant tient à jour un registre sur lequel seront répertoriés la provenance, le nom du chantier, le numéro du bulletin de livraison, la date de réception, l'immatriculation du véhicule, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

- Il existe un plan quadrillé du site sur lequel est reporté l'emplacement de chaque chargement benné.

- Les produits non admis seront refusés à l'origine. Si, malgré cela il en arrive sur le site, ils seraient collectés en bennes, repris et transférés dans un centre agréé. »

Article 2.3 : Garanties financières

Les dispositions de l'article 29.3 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La durée de l'autorisation est divisée en quatre périodes quinquennales et une période de 3 ans. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes, est fixé comme suit :

Périodes	Montant des garanties (TTC) en Euros
2009.2010	168 392 €
2010.2015	123 803 €
2015.2020	123 803 €
2020.2025	108 973 €
2025.2028	95 733 €

Le début des périodes correspond à la date de signature du présent arrêté préfectoral. L'indice de référence TPO1 utilisé est de 635,6, valeur de septembre 2008. Le taux de TVA applicable au moment du calcul du montant est : 0.196. »

Article 2.4 REMISE EN ÉTAT DU SITE

Les dispositions de l'article 28.4 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2009 susvisé sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Pour l'ensemble de la carrière, à l'exception des parties ouest des parcelles 110 et 155, telles que définies au plan d'arpentage en annexe I du présent arrêté, sans préjudice des dispositions prévues dans l'étude d'impact, la remise en état en zone naturelle est conduite dans le respect des prescriptions suivantes :

- mise en sécurité ;
- démantèlement des installations fixes ou mobiles, matériels et stockages ;
- insertion paysagère ;
- le tracé des rives doit éviter les formes linéaires ;
- les talus doivent présenter des pentes diverses, afin de permettre l'implantation d'espèces animales et végétales variées ;
- les terres de découverte et les horizons humifères servent à la remise en état des zones situées autour du plan d'eau ;
- les plantations terrestres sont réalisées comme prévu dans l'étude d'impact, à l'aide d'essences locales.

Pour les parties ouest des parcelles 110 et 155, telles que définies au plan d'arpentage en annexe I du présent arrêté, la remise en état est conduite pour permettre un usage futur tertiaire.

La remise en état de la carrière devra être achevée au plus tard à l'échéance de la présente autorisation.

L'exploitant communiquera à l'inspecteur des installations classées un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état .

Article 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article 3.1 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.2 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3.3 : EXÉCUTION

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- la société REMEX,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Molsheim ;
- aux maires de Rosheim et de Griesheim-près-Molsheim.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,

Mathieu DUHAMEL

